

L'Union européenne, pas un Etat, vraiment?

OPINION

Dire que les temps sont difficiles pour l'UE est un euphémisme. L'UE est secouée par des crises majeures, venues de toutes parts. L'UE n'est pas seule à subir une déferlante de tornades, politiques et économiques. La planète est déboussolée, ni plus ni moins.

Pour ce qui va de la Suisse, on veut se rassurer, en misant sur la volonté proverbiale du pays de maintenir le cap, défier l'imprévisible déclin, avant de retrouver des eaux plus calmes. Simultanément, dans ce contexte alarmant, on aime immodérément caricaturer l'UE comme une entité institutionnellement indéfinissable, tanguant de faux pas en faux pas, sans capitaine, pire, démunie de souveraineté. Un exemple interpellé.

Récemment, à Lausanne, la Fondation Jean Monnet organisait une conférence avec de brillants conférenciers. Jean Monnet est cet homme d'Etat français considéré comme l'un des pères fondateurs de la construction européenne. Il a transmis, en 1978, l'ensemble de ses archives à la fondation qui maintenant porte son nom et qui est une institution indépendante, non partisane et non militante. Le débat était consacré à la marge de manœuvre qui reste à la Suisse et à l'Europe pour faire face au géant américain. Or, plutôt que de répondre à cette question centrale, la discussion a dévié sur une critique mordante de l'UE. Dans cette enceinte européenne par



JEAN RUSSOTTO
AVOCAT, BRUXELLES

excellence, donner à l'UE une image aussi piètre n'était pas de mise. Déverser des critiques, certaines justifiées, sur notre grand voisin et pratiquer le doute méthodique n'est ni utile ni approprié en ce moment. D'autres forums existent où l'on pratique la détestation de l'Europe.

**La «mutualisation
de la souveraineté»
à l'intérieur
de l'UE fonctionne
à plein régime,
non parfois
sans aspérités**

Plus fructueux serait de se concentrer sur ce qu'est véritablement l'UE, essayer de la comprendre avant de la mitrailler. Puis examiner pour quelles raisons la Suisse a un intérêt impératif et

indiscutable à s'en rapprocher si elle veut maintenir sa prospérité et sa position dans un univers politique chamboulé. Dire que faute d'une sérieuse politique étrangère, d'une force armée, d'une économie parfaitement huilée et ainsi que d'autres prérogatives régaliennes, l'UE reste une organisation désincarnée dont l'existence est menacée, est une vision inexacte.

On perd de vue que l'UE n'est pas un Etat-nation traditionnel. Sa supranationalité est sa marque d'origine et constitue l'exercice d'une autre forme de souveraineté, soigneusement partagée entre les Etats membres. On a affaire à un quasi-Etat, en constante construction. La «mutualisation de la souveraineté» à l'intérieur de l'UE fonctionne à plein régime, non parfois sans aspérités. Sylvain Kahn à Sciences Po Paris, en donne une magistrale description dans son analyse *L'Europe: un Etat qui s'ignore* (CNRS Editions, 2026). C'est là une lecture qui recentre la réflexion sur ce qui est positif, à

savoir une Europe qui avance et qui construit. Rome ne s'est pas faite en un jour; la Suisse non plus.

Plus prosaïquement, le Conseil fédéral a maintenant transmis les accords signés avec l'UE. Cet examen devrait se terminer à la fin de cette année. Il sera sans doute corsé, mais franc, tant les enjeux sont de taille pour l'avenir de la Suisse. Le Conseil fédéral a entrepris un travail exceptionnel, on ne le répète pas assez souvent. Le paquet est équilibré et avant tout respectueux de la souveraineté suisse. Sa mise en vigueur pourrait ne pas être rapide et 2029 devient une date réaliste.

Toutefois, le prochain grand rendez-vous dans l'histoire de la Suisse et de l'UE aura lieu le 14 juin. Le référendum sur la limitation de la Suisse à 10 millions dira si la Suisse se désintéresse de l'UE, l'immigration étant, dit-on, devenue excessive. Ou il dira le contraire en refusant l'initiative, ce qui serait un signal fort que la Suisse avance, à son rythme, vers un partenariat économique avec l'UE, encore plus solide et stable.

La force de la raison économique, l'urgence politique et plus encore la clairvoyance du souverain – le peuple suisse – seront les marqueurs du débat. L'UE, non sans question et trépidation en est persuadée. Choisir son camp n'est jamais facile. En l'espèce, s'éloigner de l'Europe serait d'une légèreté insoutenable. ■